



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 02 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION

224 Avenue de la Dordogne
CS 10006
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\
MINAKEM_DUNKERQUE_PRODUCTION_Dunkerque_0007004733\2_Inspections\2023 12 13_APMD\
Minakem_Dunkerque_rapvi_0007004733.odt
Code AIOT : 0007004733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION implanté 224 Avenue de la Dordogne - CS 10006 - 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION
- 224 Avenue de la Dordogne CS 10006 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007004733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société MINAKEM DUNKERQUE Production SAS appartient au groupe MINAFIN. Ce dernier possède trois implantations en Europe, deux en France et une en Allemagne, spécialisées dans la production d'intermédiaires et de produits actifs pharmaceutiques.

L'usine de Dunkerque dispose principalement de :

- deux ateliers de production (bâtiments P1 et P2) dans lesquels sont réalisés les opérations de synthèse ;
- bâtiments de stockage de matières premières et produits finis ;
- plusieurs parcs de stockage de solvants.

Les activités du site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2018 modifié le 28 octobre 2021.

Le site est classé Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : récolement des APMD du 16/11/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD du 16/11/2023 - article 7.4.5.1 de l'AP du 22/05/2018	AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1	Sans objet
2	APMD du 16/11/2023 - article 50.1 et 50.2 de l'AM du 04/10/2010	AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions mises en place par l'exploitant permettent de proposer à M. le Préfet de lever les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 16/11/2023.

Enfin compte tenu du fait que l'ensemble des fûts de DIBOC THF n'est plus sur le site, il n'est pas proposé de suite à la non-conformité qui avait été constatée le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD du 16/11/2023 - article 7.4.5.1 de l'AP du 22/05/2018

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1
Thème(s) : Autre, tuyauteries
Prescription contrôlée : La SAS MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION exploitant une installation de fabrication de produits et intermédiaires pharmaceutiques sise 224 avenue de la Dordogne - Zone d'entreprises du Nord - sur la commune de Dunkerque, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.4.5.1 de l'arrêté

<p>préfectoral du 22 mai 2018 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettant en place une tuyauterie étanche et résistante aux produits qu'elle contient pour le transfert des déchets entre le bâtiment P2 et les cuves vracs ; - mettant en place un programme d'entretien et d'examens périodiques de cette tuyauterie qui devra permettre de s'assurer de son bon état et de son étanchéité ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait transmis par courrier du 30/06/2023 le rapport d'incident relatif à la fuite survenue sur une tuyauterie (cf. fuite au niveau d'un coude au niveau du pansement mis provisoirement du fait d'une précédente fuite) de transfert de déchets entre P2 et les tanks farms. Dans son courrier, l'exploitant proposait la mise en place de différentes actions pour éviter que cet incident ne se renouvelle et notamment:</p> <p>1/ mettre en place une tuyauterie étanche et résistante aux produits transférés.</p> <p>Un remplacement du coude endommagé a été fait en août 2023 par un coude revêtu. La photo de cette réparation a été transmise à l'Inspection.</p> <p>La réparation ainsi réalisée permet d'avoir une tuyauterie étanche et résistante aux produits qu'elle peut contenir.</p> <p>Par ailleurs, il est prévu de finaliser le remplacement de toute la partie inox de la tuyauterie en février 2024 (investissement programmé avant l'incident). La nouvelle tuyauterie sera en acier revêtu de PTFE.</p> <p>2/ mettre en place un programme d'entretien et d'examens périodiques de cette tuyauterie. Ce programme a été mis en place et il consiste en une inspection visuelle de la tuyauterie en relevant les fuites ou dommages éventuels. Un contrôle visuel est programmé une fois par semaine afin de contrôler l'absence de fuite.</p> <p>A noter que la tuyauterie qui sera mise en place en février 2024 ne sera plus calorifugée (cf. actuellement une partie de la tuyauterie est calorifugée alors qu'il n'y a pas de nécessité) et le contrôle visuel permettra d'être plus efficace qu'à l'heure actuelle.</p> <p>Les actions mises en place par l'exploitant permettent de répondre à la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : APMD du 16/11/2023 - article 50.1 et 50.2 de l'AM du 04/10/2010

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SAS MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION exploitant une installation de fabrication de produits et intermédiaires pharmaceutiques sise 224 avenue de la Dordogne - Zone d'entreprises du Nord - sur la commune de Dunkerque, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 50.1 et 50.2 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mentionnant, pour la liste « Tanks Farm » les différentes mentions de dangers lorsque celles-ci peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX ou les principaux risques présentés en cas d'incendie pour les autres matières, produits ou déchets ; - établissant un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions ;

<ul style="list-style-type: none"> - référençant les déchets dans l'état des stocks et notamment ceux stockés dans des GRV en plastique ; - établissant un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 10/07/2023, l'exploitant avait transmis ses réponses suite au rapport en date du 27/06/23 et faisant suite à l'inspection du 30/03/2023.</p> <p>L'exploitant a établi un document auto-porteur (papier et informatique dans le fichier POI) intitulé "Etat des stocks MINAKEM Dunkerque" dans lequel sont regroupés l'ensemble des documents utiles à l'édition de l'état des stocks. Ce document a été présenté et commenté lors de l'inspection.</p> <p>Ce classeur comprend notamment l'identification des différentes zones de stockage (plans), un document "autres substances non référencées dans la liste pompiers" avec notamment les déchets (palettes devant U12 et GRV d'eaux acides stockés en J04).</p> <p>La liste "Tanks Farms" mentionne désormais les mentions de danger lorsque celles-ci peuvent conduire à un classement au titre d'une rubrique 4XXX ainsi que les principaux risques présentés (cf. présence des pictogrammes de dangers).</p> <p>Enfin, un état sous format synthétique a été établi pour la liste pompiers avec l'établissement d'un tableau permettant de faire le lien entre les noms repris dans le format synthétique et les différentes zones sur site.</p> <p>Le SDIS est par ailleurs venu sur le site le 05/07/23. Dans son courriel du 06/07/23, le SDIS rappelle que l'état des stocks doit permettre de connaître le produit, la nature, sa quantité, les risques associés, sa localisation, et si possible son mode de stockage. Il indique que l'état des stocks permet en l'état de répondre à la majorité de ces questions et que même si les documents semblent de prime abord difficiles à appréhender, l'approche commune par le binôme COS/DOI permet de gommer rapidement cette difficulté et qu'il ne devrait pas y avoir de soucis opérationnels.</p> <p>Les actions mises en place par l'exploitant permettent de répondre à la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contenu de l'état des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, il a été comparé la quantité de produits présents dans la cellule S159 avec la liste pompiers établie en date du 12/12/23.</p>

Les produits repris sur l'extrait de la liste pompiers étaient présents dans la cellule S159.

Il a par ailleurs été constaté la présence de 21 fûts de DIBOC THF de 180 kg chacun qui n'étaient pas repris sur la liste pompiers de la cellule S159.

Par courriel du 13/12/23, l'exploitant a précisé que ces fûts proviennent du site de Beuvry et doivent repartir pour la fin de l'année. Pour des raisons organisationnelles, ils ne peuvent être enregistrés dans le logiciel SAP et n'apparaissent donc pas sur la liste pompiers. Compte tenu de cette non-conformité, l'exploitant a, le jour même, établi une fiche spécifique relative à la présence de ce produit et qu'il a placée dans la salle POI. Un mail a également été envoyé aux différents directeurs des secours pour les informer de ce stock complémentaire.

Enfin, par courriel du 10/01/2024, l'exploitant a informé l'Inspection que le produit n'était plus présent sur le site. L'exploitant a également transmis une copie de la lettre de voiture mentionnant la reprise des fûts en date du 21/12/2023 et avec comme destinataire le site de Minakem Beuvry. La non-conformité constatée lors de la visite a été levée.

Remarque : cette situation met en évidence l'importance de l'enregistrement des produits entrants dans le logiciel SAP. Il semble nécessaire de mieux informer le service en charge du renseignement du logiciel SAP des conséquences qu'engendre un produit non rentré dans le logiciel (cf. écart entre le réel et la liste pompiers). Il convient donc de mettre en place les mesures nécessaires pour éviter que cette situation ne puisse se reproduire.

Type de suites proposées : Sans suite